



## SILENCE L'HÔPITAL SE MEURT !

Le gouvernement et ses relais locaux profite de la focalisation de l'attention sur les retraites pour accélérer ses opérations de casse de l'hôpital public. L'utilisation du 49.3 a imposé un budget hospitalier qui ne couvre pas l'inflation, ce qui, mathématiquement, va entraîner des plans d'économies avec des fermetures de lits et des suppressions de postes.

À cela s'ajoute le refus de supprimer Parcoursup pour l'entrée dans les écoles professionnelles des métiers de la santé, qui est à l'origine d'un taux d'échec qui atteint 25 % pour la formation infirmière. Les difficultés d'embauche s'aggravent, avec un abandon du métier, en particulier chez les aides-soignants-es et les infirmier-es, du fait de conditions de travail qui font perdre tout sens à ce dernier mais aussi des niveaux de rémunération très en dessous de ce qui est attendu du fait de l'utilité sociale de ces métiers. Et, cerise sur le gâteau, la réforme des retraites nie la pénibilité de ces professions.

La situation la plus scandaleuse est celle des infirmier-es, qui, après avoir perdu la bonification de cinq ans lors du passage de Roselyne Bachelot au ministère de la Santé, seront obligé-es de travailler neuf ans de plus qu'il y a vingt ans. Comment l'accepter alors que près de 40 % des aides-soignant-es et 20 % des infirmier-es partent à la retraite avec un taux d'invalidité plus ou moins important.

Deux nouvelles attaques ont été initiées ces dernières semaines. Le rapport préconisant la fermeture de 100 maternités rédigé par un professeur parisien, champion de l'activité privée à l'hôpital public, qui facture l'accouchement à 2 000 euros en dépassement d'honoraires. Comment reprendre l'argument de la sécurité quand cela se traduira par le fait que plus d'un tiers des femmes en âge d'accoucher seront à plus de 45 minutes de route d'une maternité. Exemple dramatique pas très loin, la maternité d'Autun.

Ensuite vient l'application des mesures concernant l'intérim à l'hôpital, sans aucune mesure d'accompagnement, qui va se traduire par la fermeture de centaines de services. Des exemples qui montrent que le gouvernement mène une stratégie délibérée pour fermer au moins 150 hôpitaux en France. La perversité est inscrite dans la loi Buzyn, qui dénomme ces établissements « hôpitaux de proximité », mais il ne s'agira plus que de structures pour personnes âgées sans maternité, ni chirurgie ni urgence. Oui, il y a la proximité, elle n'a pas bougé de place, mais il n'y a plus d'hôpital MCO (Médecine - Chirurgie - Obstétrique) ! C'est un euphémisme que de conserver l'identité hôpital, c'est une manière de bloquer l'imaginaire des citoyen·nes mais surtout de bloquer toute idée de lutte.

Dans le même temps, les agences régionales de santé et ses relais locaux facilitent la réorganisation du secteur privé lucratif en lui octroyant des autorisations d'activité sans contrainte de service public et subventionnent ses opérations de restructuration (nous avons un exemple parlant pas très loin de l'hôpital Jean Bouveri). Des mobilisations ont eu lieu mais elles restent locales. Il est urgent que cette question soit une priorité politique nationale afin de pouvoir s'y opposer comme sur le dossier des retraites. Avant qu'il ne soit trop tard !.

**LE CODEF REMERCIE L'INTERSYNDICALE D'AVOIR ASSOCIÉ LE COMBAT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES ET LA SANTÉ POUR LA DÉFENSE DE NOTRE HÔPITAL LOCAL**

**SOYONS ENCORE PLUS NOMBREUX·SES JEUDI 6 AVRIL  
14H30 - PARKING DE LA MAIRIE À MONTCEAU**

1er Avril 2023